

Délibération n° 80-16 du 7 février 1980 portant création d'un établissement public territorial dénommé "Centre des métiers d'art de la Polynésie française" (r.e. Arrêté n° 3757 AA du 28 février 1980)

Paru in extenso au journal officiel n°10 N du 31/03/1980 à la page 337 dans la partie Délibérations de l'Assemblée de la Polynésie française ou de la Commission Permanente

Version en vigueur au 03/07/2024

- Titre I - Dispositions générales. (Article 1er à Art. 3)
- Titre II - Le conseil d'administration. (Art. 4 à Art. 10)
- Titre III - Personnel - Direction - Agent comptable. (Art. 11 à Art. 13)
- Titre IV - Régime financier. (Art. 20 à Art. 21)

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,
Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;
Vu la lettre n° 118 SGCG du 31 janvier 1980 du conseil de gouvernement de la Polynésie française, approuvée en séance du 30 janvier 1980 ;
Vu l'arrêté n° 3292 AA du 25 janvier 1980 convoquant l'assemblée territoriale de la Polynésie en session extraordinaire ;
Vu le rapport n° 25-80 du 5 février 1980 de la commission des affaires administratives ;
Dans sa séance du 7 février 1980,

Adopte :

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 1er

Il est créé sur le territoire de la Polynésie française un "centre des métiers d'art de la Polynésie française" qui prend la dénomination le "centre" dans la présente délibération.

Art. 2

Le centre est un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.
Il a son siège à Papeete.
Ses attributions peuvent s'étendre à l'ensemble de la Polynésie dans les domaines artistique et artisanal.

Art. 3

Le centre a pour vocation :
- La formation théorique et pratique d'artisans hautement qualifiés dans les disciplines artistiques traditionnelles et modernes,
- La recherche et le perfectionnement des techniques artisanales.

TITRE II - LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Art. 4 *Rédaction issue de Arrêté n° 877 CM du 26 juin 2024*

Le Centre est administré par un conseil d'administration de sept (7) membres ayant voix délibérative, composé comme suit :

- le ministre en charge de la culture, président ;
- le ministre en charge de la formation professionnelle, vice-président ;
- un représentant de l'Assemblée de la Polynésie française désigné par cette institution ou son suppléant, membre ;
- le chef du service de l'artisanat ou son représentant, membre ;
- le directeur de la culture et du patrimoine ou son représentant, membre ;
- le représentant des élèves au CPMA et au BPMA ou son suppléant, membre ;
- le représentant des étudiants au DNMADE ou son suppléant, membre.

Les mandats des administrateurs expirent de plein droit lorsqu'ils perdent la qualité ayant conduit à leur désignation.

Art. 5 *Rédaction issue de Arrêté n° 1174 CM du 8 juillet 2019*

Le conseil d'administration se réunit en séances ordinaires une fois par semestre, sur convocation de son président.

L'ordre du jour des réunions est arrêté par le président du conseil d'administration, sur proposition ou avis du directeur. Toute question dont l'inscription est demandée, par la moitié des membres, quatre jours francs avant la réunion est obligatoirement inscrite à l'ordre du jour.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins des membres ayant voix délibérative est présente ou représentée.

Les administrateurs peuvent se faire représenter par un autre administrateur porteur d'un mandat écrit pour la séance déterminée. Chaque administrateur ne peut recevoir qu'un seul mandat.

Art. 6 *Rédaction issue de Arrêté n° 1174 CM du 8 juillet 2019*

Le conseil d'administration peut se réunir en séances extraordinaires sur convocation de son président à la demande de celui-ci ou du directeur du centre ou de la majorité des membres nommés.

Art. 7 *Rédaction issue de Arrêté n° 330 CM du 12 mars 2002*

Si le quorum n'est pas atteint à la suite de la première convocation, le conseil d'administration peut délibérer valablement sur le même ordre du jour après expiration d'un délai de deux jours francs qui suit la réunion précédente et ce, quel que soit le nombre de membres délibérants présents ou représentés. La réunion du conseil d'administration doit alors intervenir obligatoirement dans les cinq (5) jours ouvrables qui suivent.

Art. 8 *Rédaction issue de Arrêté n° 899 CM du 20 juin 2023*

Le directeur du centre, l'agent comptable, le contrôleur des dépenses engagées ou son représentant, un représentant du personnel ou son suppléant et le représentant de la mission aux affaires culturelles placée auprès du haut-commissariat de la République en Polynésie française assistent avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration.

Le représentant du personnel et son suppléant sont élus au scrutin uninominal majoritaire à deux tours pour un an par l'ensemble du personnel de l'établissement. Ces représentants font partie du personnel du Centre des métiers d'art.

Une copie du dossier de séance du conseil d'administration est transmise simultanément à la direction de la modernisation et des réformes de l'administration. De même, elle est destinataire d'une copie du procès-verbal de séance et des délibérations prises.

Le président du conseil d'administration peut inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats.

Art. 9 *Rédaction issue de Arrêté n° 330 CM du 12 mars 2002*

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 10.- Rôle du conseil d'administration. *Rédaction issue de Arrêté n° 1174 CM du 8 juillet 2019*

- 1) Il vote le budget et approuve les décisions modificatives présentées par le directeur du centre.
- 2) Il approuve le compte administratif du directeur et le compte de gestion de l'agent comptable.
- 3) Il décide les acquisitions et aliénations des immeubles proposées éventuellement par le directeur.
- 4) Il détermine les bourses de formation à allouer aux élèves.
- 5) Il fixe une fois par an le prix des entrées visiteurs et le barème général du prix de vente des objets confectionnés.
- 6) Il approuve les comptes rendus d'activité semestriels du directeur du centre.
- 7) Il prononce les suppressions et les créations d'emplois proposés par le directeur.
- 8) Il définit, sur proposition du directeur, les grandes orientations du centre.
- 9) Il approuve le règlement intérieur.
- 10) Le conseil d'administration se prononce sur toutes les questions que le président, en accord avec le directeur, juge utile d'évoquer.

11) Il habilite son président à ester en justice au nom et pour le compte du centre.

Les délibérations du conseil d'administration ainsi que les procès-verbaux de séance, signés du président et d'un administrateur.

Dans le délai d'un mois suivant leur réception, le conseil de gouvernement les rend exécutoires ou en demande la modification ou l'annulation.

Toutefois, si dans ce délai le conseil de gouvernement n'a pas statué, les délibérations concernées sont réputées définitives.

TITRE III - PERSONNEL - DIRECTION - AGENT COMPTABLE.

Rédaction issue de Arrêté n° 1174 CM du 8 juillet 2019

Art. 11

Le fonctionnement du centre est assuré soit :

- par du personnel des cadres de l'Etat, du territoire ou d'une autre collectivité publique, placé en position de détachement ou mis à la disposition (ces personnels demeurent, dans tous les cas, soumis aux dispositions de leur statut d'origine et bénéficient du régime de rémunération propre à leur cadre),
- par du personnel permanent recruté sous contrat, conformément aux dispositions de la convention collective du travail des agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française du 10 mai 1968 modifiée,
- par du personnel temporaire recruté sur les bases définies par le conseil d'administration.

Art. 12

Le directeur est nommé par décision du conseil de gouvernement sur proposition du conseil d'administration du centre, l'agent comptable est nommé dans les mêmes conditions, après avis conforme du comptable supérieur du territoire.

Le conseil de gouvernement définit seul les modalités de recrutement, de rémunération et la position statutaire du directeur du centre et de l'agent comptable.

Art. 13

Le centre est dirigé et animé par un directeur.

Le directeur propose au conseil d'administration les grandes orientations du centre.

Il organise librement les activités du centre dans le cadre des orientations du conseil d'administration. Il est responsable de la politique qu'il mène devant le conseil d'administration et doit établir à l'intention de celui-ci un rapport d'activité semestriel.

Il est chargé d'établir le budget, les décisions modificatives et le compte administratif annuel.

Il est l'ordonnateur du budget et, à ce titre, engage les dépenses inscrites et constate l'encaissement des recettes.

Il nomme aux postes qui ont été créés par le conseil d'administration.

Dans la limite des effectifs budgétaires et des émoluments maxima fixés par le conseil d'administration, le directeur pourvoit aux emplois du centre.

Il établit le règlement intérieur du centre.

Tout manquement au règlement intérieur de la part du personnel ou des élèves stagiaires peut entraîner des sanctions prévues audit règlement, et dont la prononciation est du seul ressort du directeur.

Art. 14 *Rédaction issue de Arrêté n° 1174 CM du 8 juillet 2019*

Article supprimé

TITRE IV - RÉGIME FINANCIER.

Art. 15 *Rédaction issue de Arrêté n° 475 CM du 11 avril 1989*

Article abrogé

Art. 16 *Rédaction issue de Arrêté n° 475 CM du 11 avril 1989*

Article abrogé

Art. 17 *Rédaction issue de Arrêté n° 475 CM du 11 avril 1989*

Article abrogé

Art. 18 *Rédaction issue de Arrêté n° 475 CM du 11 avril 1989*

Article abrogé

Art. 19 *Rédaction issue de Arrêté n° 475 CM du 11 avril 1989*

Article abrogé

Art. 20

Des décisions du conseil de gouvernement détermineront les règles d'organisation et de fonctionnement du centre.

Art. 21

La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,
Marc DAVIO.

Le président,
Frantz VANIZETTE.

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Délibération n° 80-16 du 7 février 1980](#), JOPF n° 10 N du 31/03/1980 à la page 337
- [Arrêté n° 475 CM du 11 avril 1989](#), JOPF n° 16 N du 20/04/1989 à la page 617
- [Arrêté n° 1227 CM du 17 novembre 1995](#), JOPF n° 48 N du 30/11/1995 à la page 2372
- [Arrêté n° 330 CM du 12 mars 2002](#), JOPF n° 12 N du 21/03/2002 à la page 685
- [Arrêté n° 130 CM du 18 avril 2005](#), JOPF n° 17 N du 28/04/2005 à la page 1546
- [Arrêté n° 104 CM du 29 janvier 2007](#), JOPF n° 6 N du 08/02/2007 à la page 398
- [Arrêté n° 1524 CM du 9 novembre 2007](#), JOPF n° 51 NS du 16/11/2007 à la page 812
- [Arrêté n° 327 CM du 20 mars 2009](#), JOPF n° 13 N du 26/03/2009 à la page 1305
- [Arrêté n° 717 CM du 25 mai 2009](#), JOPF n° 22 NC du 28/05/2009 à la page 2266
- [Arrêté n° 81 CM du 25 janvier 2010](#), JOPF n° 5 N du 04/02/2010 à la page 516
- [Arrêté n° 616 CM du 12 mai 2011](#), JOPF n° 20 N du 19/05/2011 à la page 2445
- [Arrêté n° 203 CM du 20 février 2013](#), JOPF n° 9 N du 28/02/2013 à la page 2696
- [Arrêté n° 824 CM du 18 juin 2013](#), JOPF n° 25 NC du 20/06/2013 à la page 6006
- [Arrêté n° 1384 CM du 9 octobre 2014](#), JOPF n° 83 N du 17/10/2014 à la page 12400
- [Arrêté n° 1459 CM du 23 octobre 2014](#), JOPF n° 87 N du 31/10/2014 à la page 12854
- [Arrêté n° 1086 CM du 7 juin 2018](#), JOPF n° 48 N du 15/06/2018 à la page 11411
- [Arrêté n° 1872 CM du 21 septembre 2018](#), JOPF n° 78 N du 28/09/2018 à la page 19036
- [Arrêté n° 1174 CM du 8 juillet 2019](#), JOPF n° 56 N du 12/07/2019 à la page 12540
- [Arrêté n° 997 CM du 17 juin 2022](#), JOPF n° 50 N du 24/06/2022 à la page 13677
- [Arrêté n° 306 CM du 2 mars 2023](#), JOPF n° 19 N du 07/03/2023 à la page 4867
- [Arrêté n° 899 CM du 20 juin 2023](#), JOPF n° 51 N du 27/06/2023 à la page 13483
- [Arrêté n° 877 CM du 26 juin 2024](#), JOPF n° 72 N du 03/07/2024 à la page 9900